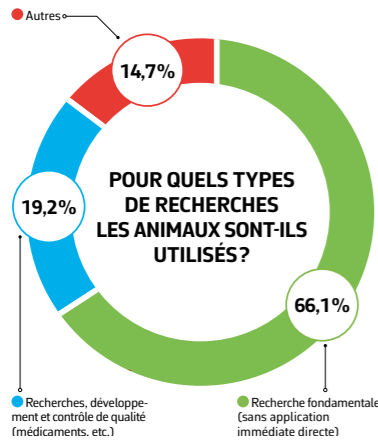
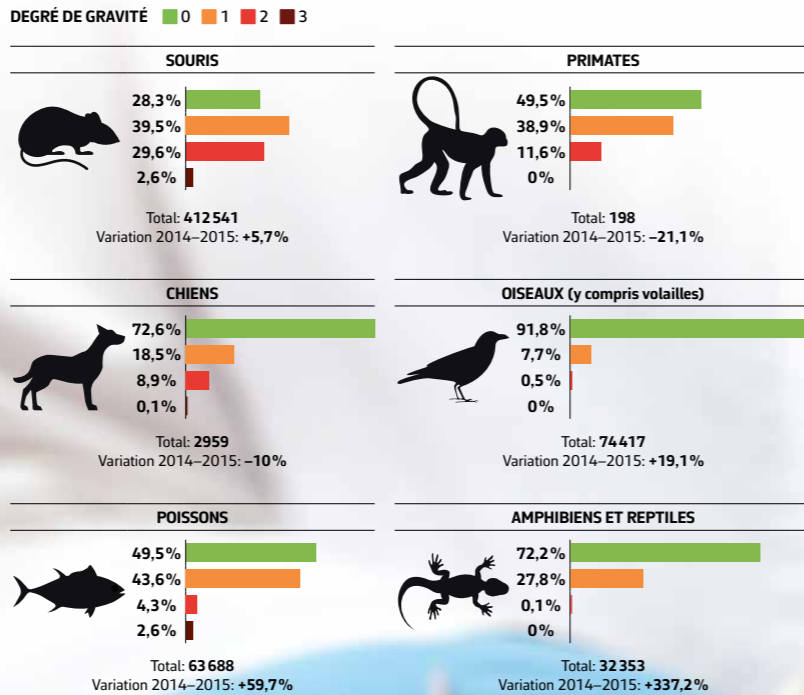


Les hautes écoles suisses utilisent davantage d'animaux, car leurs travaux de recherche se multiplient.

EXPÉRIMENTATIONS ANIMALES PAR DEGRÉ DE GRAVITÉ



SANDRINE HOCHSTRASSER

Laboratoires Plus de 400 000 souris, près de 3000 chiens et 200 primates. Au total, quelque 682 000 bêtes sont passées entre les mains des chercheurs l'an dernier en Suisse. Soit 12% de plus que l'année précédente. Et même 20,5% de plus qu'en 2000, fustige la conseillère nationale Maya Graf (verts, BL) dans une interpellation déposée cet automne. Le recours aux expérimentations animales avait pourtant diminué drastiquement à la fin du XX^e siècle. Pourquoi cette nouvelle flambée?

noüilles ont été utilisées l'an dernier pour des recherches sur le changement climatique: «Elles ont été simplement placées à des endroits différents pour voir comment elles se développaient», explique Kaspar Jörger, de l'Office fédéral de la sécurité alimentaire et des affaires vétérinaires (OSAV). Ces observations n'occasionnent «aucune douleur», rappellent les autorités (degré de gravité 0 sur une échelle allant jusqu'à 3). Et elles représentent quasiment la moitié des expériences en Suisse.

Soit. Mais les tests provoquant des douleurs, de l'anxiété voire le décès des bêtes (degrés 2 et 3) ont aussi augmenté. «Les expériences de gravité 2 ont crû de 50% dans les hautes écoles depuis 2009», critique Maya Graf. Alors que l'industrie pharmaceutique, elle, en utilise de moins en moins.

Comment expliquer ce paradoxe? «Les pharmas ont réussi à se passer d'animaux pour tester certains médicaments... mais il y a aussi probablement des expériences qui sont faites en Chine, où les règles sont moins strictes», nuance Kaspar Jörger. Novartis a par exemple annoncé en 2016 la fermeture de son site de recherche utilisant des primates (non-humains) à Bâle, rappelle Eric Rouiller, professeur de neurophysiologie à l'Université de Fribourg.

La recherche s'accélère

Les écoles, quant à elles, sont victimes de leur succès et «du fort développement des sciences biomédicales», explique le Conseil fédéral dans sa réponse à Maya Graf. La recherche fondamentale est notamment la plus grande «consommatrice» de souris en Suisse. «Elle est passée désormais au niveau génétique, ce qui demande davantage d'animaux», explique le chercheur Denis Duboule. Nous devons effectuer des croisements entre les souris pour qu'une minorité d'entre elles exprime le gène recherché. Il faut donc un nombre élevé de souris», précise le professeur de l'EPFL et de l'Université de Genève.



«Ceux qui veulent arrêter ces tests doivent accepter la prise de risques expérimentaux avec l'humain»

Denis Duboule

Le monde académique suisse est pointé du doigt. Le nombre d'animaux a plus que doublé dans la recherche universitaire depuis 2000. La politicienne n'est pas la seule à s'en inquiéter, puisque des initiatives cantonales et nationales sont en train d'être lancées.

Tests plus ou moins graves Toutes les manipulations infligées aux animaux ne sont pas comparables. Près de 27 000 gre-

HAUSSE DES EXPÉRIENCES

La recherche s'accélère également: «Les nouvelles techniques (comme le CRISPR qui permet de manipuler simplement l'ADN) sont plus rapides et moins coûteuses. Nous pouvons effectuer davantage d'expériences sur le même laps de temps», poursuit-il. «Il faut donc compter le nombre

de souris, non pas à l'année, mais bien au nombre d'avancées scientifiques, c'est élémentaire», insiste le généticien. «Nous cherchons toujours un moyen de nous passer des animaux. Les alternatives sont plus simples et moins chères. Elles ne demandent pas de revenir le

week-end pour changer les cages et nettoyer les crottes. La loi sur la protection des animaux édicte des règles strictes sur les conditions de détention, les jouets mis à disposition, etc. Je vous promets: si l'on utilise encore des animaux, c'est qu'il est impossible de s'en passer!»,

souligne Denis Duboule. «Ceux qui veulent arrêter ces tests doivent être prêts à prendre des risques expérimentaux avec des humains.» Aujourd'hui, chaque test est approuvé par les autorités cantonales. Les chercheurs doivent montrer que les avantages pour

la société sont plus importants que les souffrances causées aux bêtes. Ils doivent établir qu'il n'existe pas de méthode de substitution, suivant la règle des 3R («replace, reduce, refine»: remplacer les animaux, réduire leur nombre et améliorer leurs conditions de détention). La demande est évaluée par une commission cantonale composée de scientifiques et de représentants d'organisations de protection des animaux.

Commissions contestées Ces commissions sont justement contestées par les associations. «Les milieux scientifiques y sont surreprésentés! Nous ne pouvons jamais avoir de majorité et remettre en doute une expérience», fustige Luc Fournier, président de la Ligue suisse contre la vivisection (LSCV), qui siège depuis 16 ans dans celle de Genève. Son association a lancé la semaine

passée deux initiatives dans ce canton, dont l'une vise à «donner de nouvelles prérogatives à l'actuelle commission et à renforcer son indépendance vis-à-vis de l'autorité». La commission zurichoise est également dans la tourmente: les trois représentants des organisations de protection des animaux ont fait recours contre la décision de la majorité, qui a donné son feu vert à de nouveaux tests sur des primates. Le cas est toujours pendante.

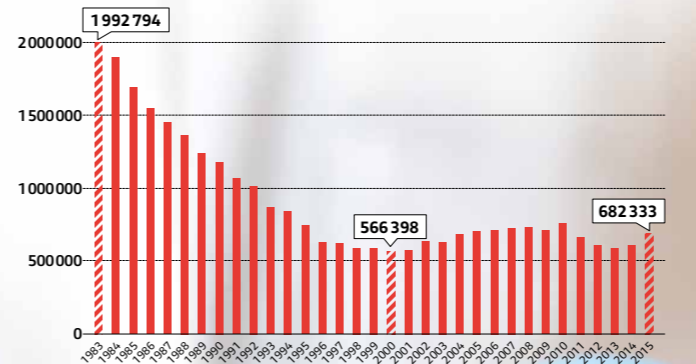
«Soit les membres de la commission sont des scientifiques, et ils sont «du côté des chercheurs», soit ils sont membres des associations de protection des animaux, et ils sont totalement imperméables aux explications scientifiques», réplique Denis Duboule, qui a lui-même siégé dans la commission genevoise. «Si les seconds détenaient la majorité, ils bloqueraient toutes les de-

mandes par principe, sans aucune expertise.»

Accroître la surveillance Alors, le système est-il satisfaisant ou faut-il le durcir, au risque de voir la recherche fuir dans des pays moins regardants? L'Office fédéral des affaires vétérinaires propose un nouveau tour de vis. Il veut introduire un délégué à la protection des animaux dans tous les laboratoires, selon un projet mis en consultation jusqu'au 7 février.

«Certaines institutions de recherche ne sont pas très sensibles à la notion des 3R. Ce délégué pourra vérifier ce que font les chercheurs, au cours de l'expérimentation», explique Kaspar Jörger. «Les grandes institutions universitaires et industrielles possèdent déjà un tel délégué. Nous voulons ancrer cette pratique dans la loi et l'étendre à tous les laboratoires», précise-t-il. >>

NOMBRE D'ANIMAUX UTILISÉS DE 1983 À 2015



Infographie: V. Regalador / Source: OSAV / Photos: freemove

Politiciens et associations s'en inquiètent. Des initiatives populaires sont lancées pour les restreindre

POUR UNE INTERDICTION

Le docteur Renato Werndli est l'un des auteurs d'une initiative radicale déposée ce mois à la Chancellerie fédérale.

«Et vous, êtes-vous sensible à la cause des animaux? Vous engagez-vous pour leur défense?», nous questionne le docteur dès notre arrivée. Le sujet lui tient à cœur. C'est bien pour cette raison que nous le rencontrons dans son cabinet à Eichberg (SG).

Renato Werndli, 63 ans, est médecin de famille dans ce village campagnard de 1500 âmes, sur le flanc d'une colline. Il est aussi l'un des auteurs d'une initiative populaire contre l'expérimentation animale, dont le texte a été déposé mi-décembre à la Chancellerie fédérale. Le comité d'initiative, 100% alémanique, attend désormais sa publication dans la *Feuille fédérale* pour commencer la récolte des 100 000 signatures.

L'engagement du docteur est «éthique»: il n'adhère à aucune hiérarchie des espèces. «Tous les animaux ressentent de la douleur», martèle-t-il. Assis à côté d'un squelette et d'un mannequin humain, l'homme en chemise bleue et pantalon noir nous explique le cœur de son combat avant l'arrivée de sa prochaine patiente. D'une voix douce, à peine perceptible.

Ne craint-il pas pour la santé de ses patients si cette pratique est abolie? «Au contraire: 98% des tissus des animaux ne sont pas comparables à ceux des humains. Leur organisme est trop différent. Certains médicaments se sont révélés délétères chez les hommes, après avoir été testés sur les animaux, comme on l'a vu en France (plusieurs personnes participant à des tests cliniques ont été hospitalisées en début d'année, ndr). Les pharmas feraient mieux de consacrer plus de temps à la première phase de recherche, puis d'utiliser des méthodes alternatives, des cellules ou des tissus humains, etc.»

La Ligue suisse contre la vivisection (LSCV) se montre encore plus circonspecte. «C'est déjà compliqué de convaincre les gens d'adhérer à notre cause. Alors de proposer une initiative aux dispositions aussi strictes – sur les importations notamment – c'est dommage», regrette Luc Fournier, président de la LSCV. «Imaginons qu'un médicament miracle soit découvert à l'étranger contre le cancer du pancréas, il ne pourra pas être utilisé en Suisse parce qu'il a été testé sur des animaux, ce qui relève d'une obligation légale», souligne le responsable de l'association.



«Je ne suis pas prêt à vendre mon âme»

Renato Werndli

Cela fait bientôt deux ans que Renato Werndli prépare le lancement de cette initiative avec Irène Varga, une ingénieure en sciences naturelles. Le médecin a passé son temps libre dans la rue, à recueillir des adresses, des soutiens, pour la future récolte de signatures. S'il a reçu l'appui de multiples petites associations, les acteurs les plus connus comme la Protection suisse des animaux (PSA) ou la Ligue suisse contre la vivisection, n'ont pas rejoint son combat.

«Nous estimons qu'il est trop tôt pour se lancer dans une initiative», explique Hans-Ulrich Huber, au nom de la PSA. «Nous voulons d'abord voir ce que donnent les mesures annoncées par les autorités, dont le futur centre de compétence censé soutenir le développement des

méthodes alternatives (voir ci-dessous). Les hautes écoles et la Confédération semblent résolues à faire des progrès. Nous voulons leur laisser une chance.»

«Je ne suis pas prêt à vendre mon âme afin de trouver un compromis.» Il ne se fait pourtant guère d'illusions: il était déjà actif, en 1993, lors de la précédente initiative pour l'abolition des expériences sur animaux, rejetée par le peuple à plus de 72%. Mais ce responsable local du Parti socialiste ne fait, lui-même, aucun compromis: végétarien depuis 30 ans, il est passé au véganisme il y a six ans. Pas de lait, pas d'œuf, pas de chausures en cuir. Pas d'animal domestique non plus: «Laissons les animaux en paix!»

Etudiant, il avait déjà fondé une association des médecins contre les expérimentations animales. Il participe toujours à des manifestations contre la vivisection, les animaux de cirque ou la fourrure aux quatre coins du pays, et il inonde les rédactions de ses lettres de lecteur. Il s'est fait coffrer récemment par la police pour avoir distribué des flyers à Wettingen (AG). «Ils n'ont retenu aucune charge contre moi!», insiste-t-il.

Ses trois fils, majeurs, louent son engagement... mais continuent de manger de la viande. Renato Werndli sait que son combat n'a plus les faveurs de notre époque. >> SH

Un futur centre dédié aux alternatives

La Confédération et les hautes écoles soutiendront davantage la promotion de méthodes sans animaux.

Pourquoi les scientifiques n'effectuent pas leurs expériences sur des cultures de cellules ou des programmes informatiques? Les chercheurs doivent tenter de «remplacer» les animaux de laboratoire, «réduire» leur nombre et améliorer leurs conditions de détention, selon le modèle des 3R («replace, reduce, refine»).

Les associations critiquent le manque d'investissements dans ce secteur. «Il existe une fondation 3R depuis près de 30 ans, mais elle n'a quasiment aucun impact. Elle ne reçoit que 800 000 francs par année, dont 400 000 de la Confédération»,

déplore Hans-Ulrich Huber, de la Protection suisse des animaux. La critique, reprise par le parlement (dans un postulat adopté en 2013), a été entendue. La Confédération a mandaté en début d'année l'association des hautes écoles, swissuniversities, pour créer un Centre national de compétence 3R.

Les négociations sont encore en cours entre les hautes écoles, la Confédération et Interpharma. Swissuniversities doit présenter les détails au Conseil fédéral ce printemps. Mais il se dit déjà que le budget annuel devrait avoisiner 2,4 millions de francs (dont un million de la part de Berne). Et qu'il concernerait plusieurs campus.

Le centre devra favoriser la recherche de méthodes alternatives et accroître la sensibilité

des chercheurs notamment. «Nous adhérons aux objectifs de l'initiative des 3R, en appliquant ses directives lorsque cela est possible. La situation a déjà drastiquement changé dans les laboratoires. Mais on peut toujours faire mieux», reconnaît Eric Rouiller, professeur de neurophysiologie à l'Université de Fribourg, dont l'équipe travaille avec des singes.

Il prévient toutefois: «Pour étudier les lésions du cortex cérébral ou de la moelle épinière, nous avons besoin d'un animal complet. Nous ne pouvons pas le remplacer par une culture de cellules.» Et le généticien Denis Duboule de renchéir: «Il ne faut pas être dupe. Les systèmes alternatifs ont eux-mêmes été testés sur des animaux avant d'être mis sur le marché.» >> SH